

Tél. 04.71.08.64.43 e-mail: mairie.sanssac@orange.fr

Réunion du conseil municipal du Vendredi 27 août 2021 à 20h30

# L'ordre du jour sera le suivant :

- Adoption du procès-verbal des décisions des 25 juin et 2 août 2021
- Modification de la délibération 2021-20 du 14 avril 2021 concernant le rachat de la parcelle AA116 à l'Etablissement Public Foncier
- Demande d'un particulier pour acheter un bien communal à Coyac
- Adhésion commune de Vals à l'entente cantine
- Remboursement de frais engagés pour l'enlèvement d'ordures chez un particulier par l'entreprise HEXADE
- Participation de st vidal à coût réel sur les frais de fonctionnement pour 2021 -2022
- Adoption du règlement intérieur de l'école
- Adhésion au centre de loisirs de Loudes

## Informations diverses:

- Projet mairie
- Ecole numérique
- Horaires du personnel communal

Excuse	C	۱
LACUSC	·D	

Désignation du secrétaire de séance :

# ADOPTION DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU 25 JUIN 2021

Décision :		
Pour:	Abstention:	Contre:
<u>Al</u>	DOPTION DU PROCES-VERBA	L DES DECISIONS DU 2 AOUT 2021
Décision :		
Pour:	Abstention:	Contre:
RACHA Je vous rappe	AT DE LA PARCELLE AA116 A (Présentée p	2021-20 DU 14 AVRIL 2021 CONCERNANT LE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER par Jean-Yves)  vril 2021 par laquelle le conseil municipal a accepté le
Il a accepté 778,95 € de f dont le calcul cession, toute € au titre des Vous m'avez	rais de diagnostics). Sur ce montant la été arrêté au 31/12/2021 et es taxes comprises, de <b>73 303,39</b> € T participations (2020 incluse). Le res	ante : prix de cession s'élève à 60 206,34 € HT (don s'ajoutent des frais de portage pour 879,81 € une tva sur prix total de 12 217,24 €, soit un prix de TC. La commune a réglé à l'EPF Auvergne 11 942,56 stant dû est de 61 360,89 € TTC.
	Madame Stéphanie ELLIOT s'est re te administratif.	ndue en mairie pour concrétiser la vente et que nous
1	i la délibération, ni l'acte administr demandé donc le 20 août la vente n'a	ratif ne comportait l'échéancier de la dette étalée que a pu être conclue.
L'EPF doit n délibération.	nous faire parvenir d'ici vendredi so	oir, l'échéancier afin que vous puissiez le valider par
A ce jour, not	us n'avons toujours pas reçu les docu	ments nécessaires, nous les aurons normalement jeudi
Décision :		
Pour:	Abstention:	Contre:

# <u>DEMANDE D'UN PARTICULIER POUR ACHETER UN BIEN COMMUNAL A COYAC</u>

(présentée par Jean-Yves)

DURAND Claudine Le Moulin de COYAC 14, rue de l'Audon 43320 SANSSAC L'EGLISE



Monsieur Le MAIRE de la Commune de SANSSAC L'EGLISE

43320 SANSSAC L'EGLISE

Coyac, le 13 Août 2021

Remis en main propre ce jour

Monsieur le Maire,

Par la présente, j'ai l'honneur de solliciter l'acquisition de biens communaux contigus à la maison que je possède au : 14, rue de l'Audon à COYAC(43320)

Cette acquisition peut prendre deux formes :

Prioritairement je souhaiterai acquérir la parcelle non notée située entre les parcelles AN99 et AN 100, conformément au relevé effectué par le géomètre le 07/07/2020.

Elle représente une superficie de 2 a 39 ca.

Cette acquisition à la Mairie s'accompagnait d'une acquisition aux conjoints COSME (suivant accord verbal) d'une surface de 20,78 ca pris sur la parcelle AN99 dont ils sont propriétaires, et ce dans le seul but de délimiter d'une façon régulière la parcelle communale sollicitée.

A défaut de pouvoir acquérir cette petite parcelle supplémentaire auprès des époux COSME, je souhaiterais acquérir la partie communale suivant le plan de division n° 2

En 2019, j'avais déjà saisi verbalement Monsieur Le Maire G. PEYRET, puis je vous ai envoyé une première demande formelle en date du 17/08/2020, mise en suspension jusqu'à ce jour.

Cette acquisition a pour but l'installation d'un système SPANC aux normes actuellement en vigueur.

Je vous indique d'ores et déjà mon accord de principe quant à la prise en charge des frais liés à cette acquisition.

Dans mon premier courrier (1ère solution), je joignais les documents suivants :

- 2 Procès Verbaux de délimitation,
- un extrait du cadastre,
- ainsi que des extraits de plan cadastral (DGFIP)
- et Plans de division.

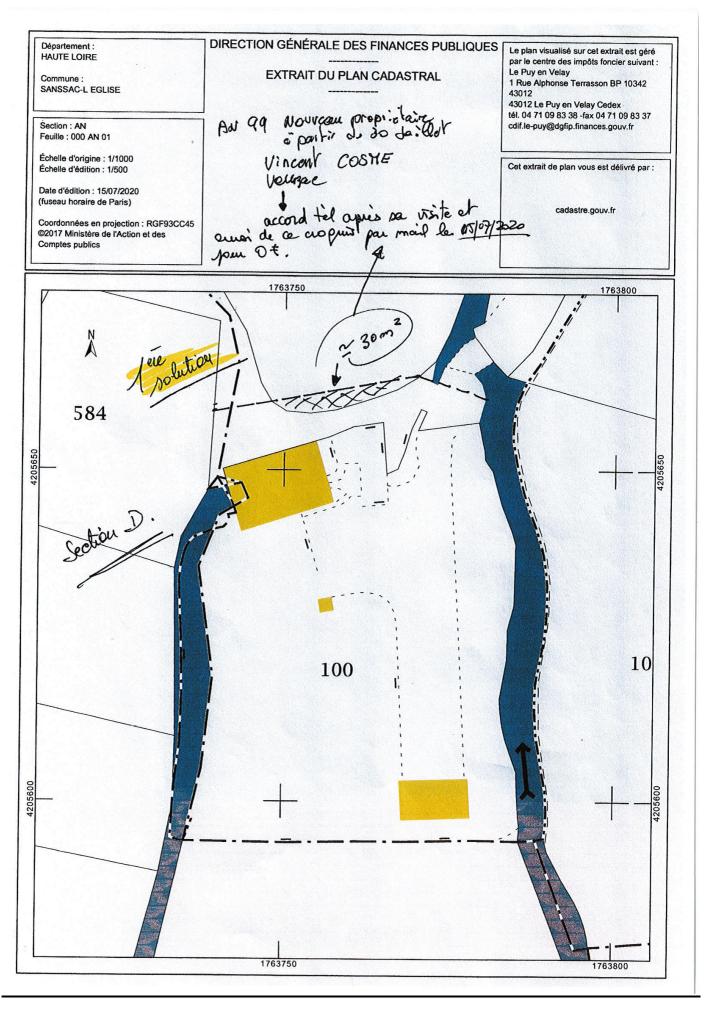
Suivant la décision du Conseil Municipal, et au cas où la 2eme solution serait retenue, il est évident que je devrais vous fournir de nouveaux documents.

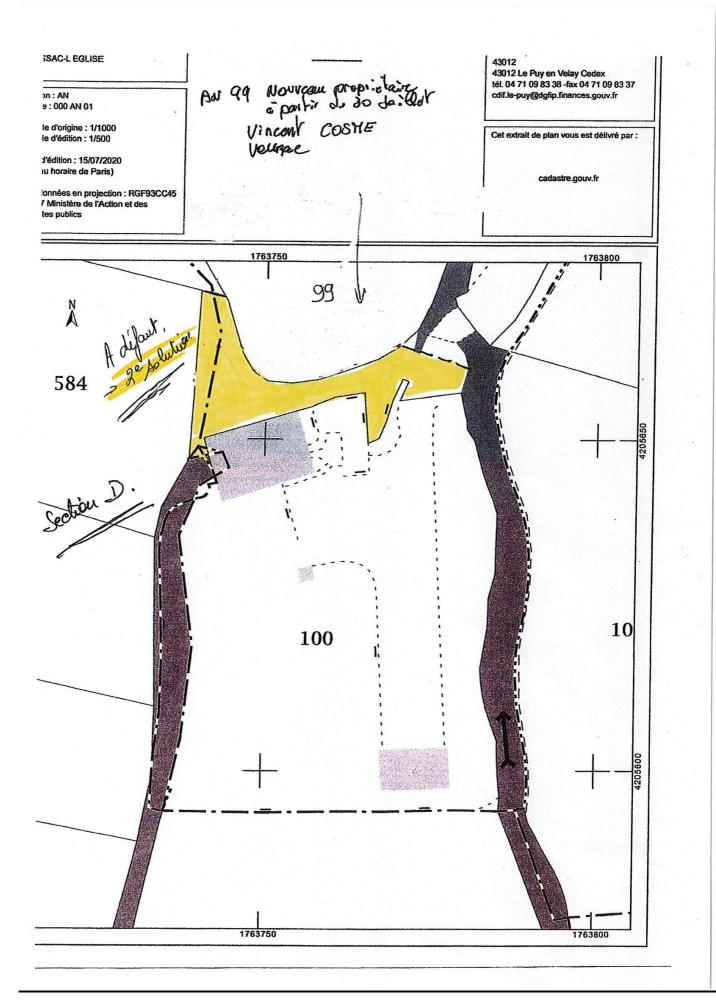
Dans ce cas, pour une question de coût supplémentaire auprès du géomètre qui devra établir de nouveaux relevés et documents, je préfèrerai effectuer cette démarche ultérieurement.

Je reste bien entendu à votre entière disposition pour fournir tout complément d'information que vous jugerez nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Mairie, l'assurance de mes respectueuses salutations.

Claudine DURAND







# Attestation de conformité du projet d'assainissement non collectif

Dossier: SP002719

**Commune: SANSSAC L'EGLISE** 

**Demandeur: Madame DURAND Claudine** 

Adresse du terrain 14 Rue de l'Audon Coyac 43320 SANSSAC L'EGLISE

Référence(s) cadastrale(s): 43.233.AN.100.

Le *SPANC*\* atteste que votre projet d'Assainissement Non Collectif est à ce jour conforme aux prescriptions de l'arrêté du 7 Septembre 2009 modifié, de la norme AFNOR DTU NF 64.1 d'Août 2013 et de notre avis de desserte assainissement ci-joint.

Chadrac, le 23 Avril 2021

\* Service Public Assainissement Non Collectif

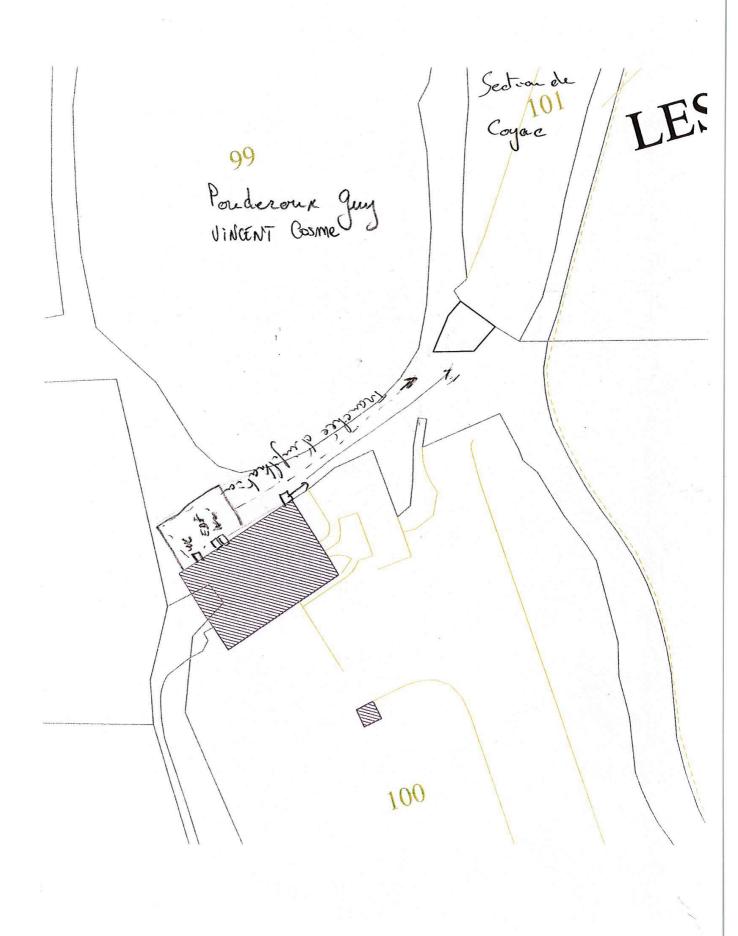
Pour le Président et par délégation, Le Directeur de la D.E.A.



Laurent FERRER

Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay 25, Route de Beauregard – 43770 CHADRAC ☎ 04.71.06.62.72 – 魯 04.71.06.62.73 ⋈: contact.dea@lepuyenvelay.fr





Décision : Pour :	abstention:	contre :
<u>AD</u>	HESION DE LA COMMUNE DE VALS (présentée par Jean-Yv	
Charensac, Chaspu la Communauté d	uzac, Le Puy en Velay, Sanssac-L'Egl	uprès des communes de Bains. Brives- ise et Vazeilles-Limandre, ainsi que de uis 2019 via la création d'une entente r Loire a rejoint l'entente intercommunale.
participation de 3 co		de l'entente intercommunale prévoyant la nai 2021 et a décidé d'accepter l'adhésion de
Un avenant à la con	vention d'entente devra être pris en ce sens.	
	écision ne peut être exécutoire qu'après appr rquoi je vous demande de vous prononcer su	obation par tous les conseils des collectivités ar cette question.
Décision :		
Pour :	abstention:	contre:
REMBOURSE	EMENT DE FRAIS ENGAGES POUR L'E PARTICULIER PAR L'ENTRE (présenté par Jean-Y	
au syndrome de Dio Les frais occasionne		nlèvement d'ordures, chez un particulier suite t de cette somme à la personne concernée.
Décision : Pour :	abstention:	contre :
ı oui .	austentium .	conuc.

# PARTICIPATION DE ST VIDAL A COUT REEL SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR 2021 -2022

(présenté par Jean-Yves)

Je vous rappelle qu'une convention avait été signée entre Saint Vidal et Sanssac dans le cadre du regroupement pédagogique. En avril 2015, Saint Vidal avait décidé d'octroyer une contribution financière annuelle de 500 € par élève.

A plusieurs reprises la commune de Sanssac a demandé à Saint Vidal de revaloriser sa participation. En effet, le coût réel pour un enfant est d'environ à 1800 € en frais de fonctionnement par an, sans compter les budgets liés aux investissements.

Le 1<sup>er</sup> juin, alors que les discussions engagées n'étaient pas terminées, la commune de St Vidal nous a adressé une copie d'une de leur délibération fixant unilatéralement leur participation à 600 € par enfant pour les frais de fonctionnement de l'école de Sanssac à compter de la rentrée scolaire 2021-2022. Cette décision univoque n'est motivée en rien sur le plan financier.

Elle est contraire à l'article L212-8 du Code de l'Education issu de la loi 2005-157 du 23/02/2005 qui dispose que la répartition se fait par accord entre communes A défaut de cet accord, c'est le Préfet qui décide après avoir pris l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale

Je vous propose de délibérer pour acter le niveau de frais réels de fonctionnement de l'école de Sanssac sur la base des dépenses réelles engagées en 2020 tels que présentés et ce jour non contestés notamment par la commune de St Vidal pour établir la base de notre demande de contribution à la commune de St Vidal à compter de la rentrée scolaire 2021-2022 soit 1800€, conformément à la l'article 9 de la loi Guizot du 28/à-/1833, aujourd'hui art L212-4 du Code de l'Education Nationale qui dispose : «La commune a la charge des écoles publiques. »

Je vous demande de m'autoriser à saisir le préfet conformément à la loi pour qu'il constate la persistance du désaccord manifesté par la décision unilatérale de St Vidal et qu'il tranche.

Décision :		
Pour:	abstention:	contre:

### ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ECOLE

(présentée par Jean-Yves)

Le règlement étant volumineux et sans modifications notoires, je vous expose simplement les points essentiels qui sont modifiés :

- la non rentrée des parents dans la cour et l'école
- une attention plus particulière au gaspillage alimentaire et à l'éco-citoyenneté.

Décision :		
Pour:	abstention:	contre:

#### ADESHION AU CENTRE DE LOISIRS DE LOUDES

(présentée par Jean-Yves)

Le 5 août, les communes de Loudes, Allègre et St Paulien nous ont contacté pour une réunion concernant le centre de loisirs de Loudes.

En effet, jusqu'à présent ce service n'était pas subventionné notamment par la commune de Sanssac l'Eglise et les communes porteuses des centres finançaient seules ces centres.

Le regroupement des 3 communes porteuses s'est trouvé facilité par le fait qu'elles ont le même opérateur et peuvent s'engager dans une démarche commune. Le sénateur L DUPLOMB participe de ce projet

Tout d'abord, il est envisagé d'élaborer un service unifié autour de ces trois fondateurs mais aussi d'y associer les communes dont les enfants utilisent cette prestation.

Il est en effet logique que notre commune participe à son fonctionnement puisque nombre d'enfants de notre commune y sont accueillis (443 journées)

Les sommes appelées auprès des collectivités sont celles liées au déficit des centres et à l'adhésion au groupement (500€). Le prestataire s'est engagé à plafonner le déficit à son niveau actuel, soit 35000€

Les clés de répartition financière sont celles explicitées dans le document joint, pour l'essentiel en fonction de la taille de la commune (1/3) et en fonction de la fréquentation (2/3).

Je vous propose d'adopter le principe d'adhésion à ce « Service Unifié de Centres Aérés » et de m'autoriser à signer la convention en ce sens.

Cette signature fera que la commune de Sanssac aura dans son offre à l'égard de ses citoyens la prestation « centre aéré » de façon explicite et reconnue.

Je vous propose d'intégrer au budget la dépense de 500€ d'adhésion à ce Service Unifié de Centres Aérés ainsi que la somme liée au déficit moyen des années antérieures de l'ordre de 1968€

Décision :		
Pour:	abstention:	contre: